

## GENÈSE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE ET NAISSANCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : BISMARCK ET BERNSTEIN

**Jacques Brasseul**

**Presses de Sciences Po | *Les Tribunes de la santé***

**2012/1 - n° 34  
pages 71 à 88**

**ISSN 1765-8888**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2012-1-page-71.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Brasseul Jacques, « Genèse de l'État-providence et naissance de la social-démocratie : Bismarck et Bernstein », *Les Tribunes de la santé*, 2012/1 n° 34, p. 71-88. DOI : 10.3917/seve.034.0071  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**SANTÉ ET VIE POLITIQUE****Genèse de l'État-providence  
et naissance de la social-  
démocratie : Bismarck  
et Bernstein****Jacques Brasseul**

Seront successivement abordés : le paradoxe de l'apparition des lois sociales dans un pays moins évolué politiquement que la France ou l'Angleterre, l'Allemagne monarchique et autoritaire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; les caractéristiques et le fonctionnement du régime de protection mis en place par Bismarck, basé sur l'assurance, les cotisations des employés et des patrons, la communauté de métier et l'auto-administration des caisses ; enfin l'apparition du réformisme au sein du SPD et la révision du marxisme sous l'influence d'Eduard Bernstein. L'Allemagne est le premier pays à mettre en place un compromis social entre l'État, le patronat et les syndicats, caractérisé par la renonciation des ouvriers à contester la propriété privée des moyens de production en échange de la mise en place d'un système national de protection et de redistribution, l'État social ou l'État-providence. Ce compromis est à l'origine de la social-démocratie moderne.

La mise en place des assurances sociales en Allemagne à partir de 1883 – l'année même de la mort de Marx – marque une évolution importante par rapport aux anciennes protections. Sous l'Ancien Régime et pendant l'essentiel du XIX<sup>e</sup> siècle, les protections sociales sont assurées par la coutume et la religion.

Le passage aux formes modernes de protection correspond à une sécularisation de la fonction protectrice, qui va passer progressivement à l'État laïc, dépossédant ainsi le religieux d'une de ses fonctions essentielles, accompagnant

et peut-être expliquant en partie une relative déchristianisation de l'Europe moderne. Ainsi pourrait-on rendre compte à l'inverse du maintien d'un fort sentiment religieux dans un pays comme les États-Unis, où justement la protection sociale est moins développée.

Une autre forme d'évolution tient au fait qu'autrefois l'individu avait le sentiment que la collectivité passait avant lui, le sens du devoir imprégnait chacun et la solidarité et ses obligations n'étaient pas discutées. On exige peu, parce qu'on a le sentiment d'avoir surtout des devoirs et non des droits : « Ce qu'on reçoit est un don et non un dû<sup>1</sup>. » De cette société extrêmement soudée, on est passé à des conceptions beaucoup plus individualistes, où on exige de l'État certaines prestations et certains droits, au lieu d'avoir à effectuer un devoir social pour les autres. Dans l'idéologie de l'État-providence, « il fut admis que l'homme avait droit à (liste non limitative) et que l'État, représentant la société, avait le devoir de (liste symétrique de la précédente)<sup>2</sup>. »

La révolution industrielle et les bouleversements politiques vont détruire une grande partie des protections traditionnelles : la famille urbaine, les corporations, l'artisanat et les industries rurales domestiques (*putting-out system*) reculent devant le *factory system*. Un vide s'installe donc dans les protections sociales traditionnelles au XIX<sup>e</sup> siècle, vide aggravé par l'arrivée en force des idées et des mesures libérales, ce qui explique d'une part la montée du courant socialiste, et d'autre part la mise en place des premières lois sociales à partir des années 1880. Tout se passe donc comme si une parenthèse séculaire, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin du XIX<sup>e</sup>, caractérisée par l'absence presque totale de filets de sécurité, avait constitué le temps nécessaire pour passer d'un système de protection à l'autre.

Puis ce sont surtout les deux guerres mondiales et la grande dépression du capitalisme, tout cela concentré en seulement trente ans, qui sont à l'origine du renforcement de cet État-providence. L'État moderne, né à la Renaissance, qui n'était jusque-là qu'un État protecteur (de la vie, de la propriété, de la sécurité), devient un État-providence qui est une extension plus complexe du premier et qui « vise à remplacer l'incertitude de la providence religieuse par la certitude de la providence étatique<sup>3</sup> ». Mais pour comprendre comment il s'est formé, il faut retourner en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### ORIGINES

Les causes de la politique sociale allemande ont été présentées de diverses façons qui seront développées dans cette partie :

- l'opposition aux idées socialistes devant la poussée de la classe ouvrière ;

1. J. Bichot, *Économie de la protection sociale*, Armand Colin, coll. U Économie, 1992.

2. *Ibid.*

3. P. Rosanvallon, *La crise de l'État-providence* [1981], Le Seuil, 1992.

- les alliances politiques de Bismarck ;
- la volonté de resserrer la communauté nationale récemment unifiée et de stabiliser le corps social autour des communautés traditionnelles sous l'influence des « socialistes de la chaire ».

### *L'opposition au socialisme*

En 1863, Lassalle fonde le premier parti ouvrier dans le seul but au départ d'obtenir le suffrage universel. Il partage avec Bismarck, tout juste arrivé au pouvoir, des vues sur la formation d'un État fort en Prusse qui pourrait réaliser l'unité allemande et en même temps favoriser par ses interventions une amélioration de la condition ouvrière. Lassalle, bien avant Bernstein, était partisan d'un socialisme réformiste, acceptant les élections et prévoyant un système où l'État redistribuerait les revenus. Il préconise aussi un socialisme à tendance nationaliste, coopératif et corporatiste. Cependant, sa mort brutale en 1864 mit fin à ses projets ; les autres leaders socialistes sont plus marxistes que lassalliens. Bebel et Liebknecht sont les deux députés socialistes élus au premier Reichstag en 1871 où ils se signalent par un plaidoyer en faveur de la Commune de Paris et le refus de « toute annexion de territoire français ».

Après le *Kulturkampf*, lutte contre les catholiques allemands, contre le Parti du Centre (Zentrum), entamée en 1872 et prenant fin en 1878, Bismarck se retourne contre les socialistes. Il veut détruire les partis ouvriers mais en même temps il s'engage dans une politique de réforme sociale. C'est pendant les années 1880, à titre de compensation en quelque sorte, que les lois sociales sont votées et mises en place, malgré les réticences des conservateurs au Reichstag et au Bundesrat. La Commune a alerté tous les dirigeants conservateurs contre « le cauchemar des révolutions » et le socialisme représente une menace pour cette Europe conservatrice que le chancelier veut construire.

Le SPD avait progressé dans les années 1870 : il obtient 12 sièges au Reichstag en 1877 avec 500 000 voix, ce qui alerte Bismarck. Deux attentats contre l'empereur en 1878, à quinze jours d'intervalle, lui fournissent une occasion. Il dissout le Parlement et remporte les nouvelles élections, tandis que libéraux et socialistes reculent (9 députés pour le SPD). Une loi d'exception est votée le 19 octobre 1878 pour trois ans, et sera reconduite jusqu'en 1890. Elle prévoit la dissolution des groupes socialistes menaçant l'État et l'ordre social, l'interdiction des rassemblements et des manifestations, des syndicats ainsi que des journaux. Des socialistes sont assignés à résidence et surveillés, 900 sont expulsés, d'autres emprisonnés (1 500 personnes jusqu'en 1890).

Le droit de grève est cependant maintenu et les députés SPD peuvent

continuer à siéger. Les lois d'exception ne peuvent atteindre ceux qui sont déjà élus et bénéficient donc d'une immunité. Depuis le Parlement, ils pouvaient continuer à défendre leurs idées et la presse reprenait partout leurs discours. Les représentants du parti interdit continuent de faire campagne et de se présenter, et les succès électoraux s'accumulent. La cohésion et la solidarité au sein du parti sont renforcées par la répression. Les idées du SPD progressent, les manifestations et les grèves continuent, sa poussée électorale semble inexorable (3 % des voix en 1871, 7 % en 1878, 20 % en 1890) et la répression sera finalement abandonnée par Guillaume II. Bismarck doit démissionner en 1890.

#### *Le jeu des partis*

Pendant ses trois décennies au pouvoir (Premier ministre de la Prusse de 1862 à 1871 et chancelier d'empire de 1871 à 1890), Bismarck va devoir composer avec quatre grands partis politiques, dont deux de gouvernement et deux d'opposition :

- le Parti conservateur, appuyé par l'armée, les aristocrates, les propriétaires terriens, attaché à la monarchie et à l'Église luthérienne, favorable au protectionnisme et aux intérêts agraires. En déclin, les conservateurs passeront de 93 à 57 sièges au Reichstag entre 1871 et 1912 ;
- le Parti national-libéral qui représente la grande bourgeoisie (industriels, commerçants, universitaires, professions libérales) favorable au parlementarisme sur le plan politique et au libéralisme, notamment le libre-échange, sur le plan économique. Il est également en perte de vitesse avec 120 sièges en 1871 et 45 en 1912. Le « mariage de l'acier et du seigle » est l'alliance des intérêts des industriels de la Ruhr et des Junkers de Prusse orientale, représentée au Parlement par le Parti national-libéral et le Parti conservateur ;
- le Centre (Zentrum) qui représente les Allemands d'obédience catholique romaine et leurs intérêts, mais sans orientation à droite ou à gauche du fait de son recrutement varié. Le Zentrum est au contraire en progrès (57 à 91 sièges) ;
- le Parti social-démocrate, peu influent en 1871, mais dont la force ne fera que grandir jusqu'à la Première Guerre mondiale, passant de 2 à 110 sièges au Parlement. Cependant, face aux trois autres grands partis, qui forment une alliance conservatrice soutenant le gouvernement dans les années 1900, le SPD restera minoritaire.

La stratégie du chancelier consistera à chercher une alliance entre la bureaucratie monarchiste et la classe ouvrière, tournée contre la classe moyenne libérale qui est opposée à l'autoritarisme et parfois républicaine : « Messieurs

les démocrates joueront vraiment de la flûte, dira Bismarck, lorsque le peuple s'apercevra que les princes se préoccupent de son bien-être. »

#### *La tradition corporatiste*

Il y a dans les réformes plus que la volonté de contrer les socialistes et d'éviter une révolution, il y a aussi une forme de paternalisme propre à l'État prussien : « Le prince, en bon père de famille, doit veiller au bien-être matériel de ses sujets<sup>4</sup>. » Il y a également la tradition corporatiste de protection des travailleurs, plus vivace en Allemagne qu'en Angleterre et en France, où le libéralisme a connu un succès plus précoce et plus général. Le libéralisme en France prend par exemple l'aspect de la loi Le Chapelier sous la Révolution qui interdit pendant près d'un siècle (1791-1884) toute association de travailleurs ; il prend la forme en Angleterre de multiples lois, depuis celle de 1571 sous Élisabeth, qui établit la liberté totale de circulation des biens dans le pays, jusqu'à la *New Poor Law* de 1834, qui supprime l'assistance aux pauvres sous l'influence des classiques et en particulier Malthus.

On a ainsi le paradoxe d'un régime monarchique, militaire et semi-féodal, où le rôle des corporations est plus important, qui est plus innovateur socialement que les démocraties de l'Ouest, parce que les mesures sociales sont plus proches des sécurités médiévales que des régimes libéraux fondés sur le laissez-faire. Le rôle plus important des corporations s'explique aussi par le fait de l'absence pendant longtemps en Allemagne d'un État unificateur, centralisateur et autoritaire. Les lois sociales se situent dans le prolongement des protections corporatives.

Dans l'esprit initial de ces lois, c'est bien le déracinement des ouvriers et l'absence de protection, en un mot les effets du *factory system* libéral, qui justifient les mesures nouvelles. Il s'agit de retrouver la stabilité sociale antérieure à l'industrialisation de type britannique ou français. La gestion locale des caisses par les employeurs et les ouvriers eux-mêmes, ou auto-administration, contribue à cette stabilité, grâce à la collaboration nécessaire des classes, qui rappelle les pratiques de la corporation traditionnelle.

Les partis conservateurs (protestants) et le Centre catholique (Zentrum) partagent cette vision, dans leur hostilité commune au libéralisme venu de Grande-Bretagne : « Le libéralisme génère un chaos social car la liberté individuelle sur laquelle il est fondé récuse les liens organiques qui maintiennent les hommes ensemble de manière nécessaire dans le cadre de communautés dont la famille constitue le modèle<sup>5</sup>. »

Les lois sociales permettraient donc « de rendre à l'ouvrier une place dans la société en protégeant ou en rétablissant des communautés de base, struc-

4. J. Droz, *Histoire de l'Allemagne* [1945], PUF, coll. Que sais-je ? 1991.

5. S. Kott, *L'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, coll. Carré-Histoire, 1999.

6. *Ibid.*

7. J.-L. Robert, « Quand Bismarck créait l'État-providence », *Le Monde*, 14 juin 2000.

turées par le métier, que la révolution industrielle a dissoutes<sup>6</sup> ». « L'histoire de la protection sociale allemande est d'abord une histoire du lien social<sup>7</sup>. »

Enfin, les tenants de l'école historique allemande, les « socialistes de la chaire » comme on les a appelés par dérision, prennent l'ascendant sur les libéraux classiques à l'université et réclament une intervention de l'État en matière sociale, en invoquant Friedrich List, son hostilité à la concurrence illimitée et déjà son idée d'utiliser les droits de douane pour financer des mesures sociales. Cette influence des professeurs, comme Gustav Schmoller ou Adolf Wagner, et de certains gros industriels éclairés, mais aussi de pasteurs représentant le protestantisme social, s'oppose à celle du Parti libéral et à la bourgeoisie industrielle favorable au marché. Tous ces groupes veulent revenir à des corporations nationales, établir la représentation des travailleurs dans l'entreprise, la protection des salariés, la création d'assurances maladie et d'aides diverses.

Les lois sociales de Bismarck s'inscrivent ainsi dans un vaste projet de société, qui se voulait une alternative au libéralisme, ce qu'on pourrait appeler une « économie de marché corporative ». Ce projet inclut le retour au protectionnisme (1879), la politique de développement intérieur, en même temps bien sûr qu'il est un moyen de désamorcer la bombe révolutionnaire.

### CARACTÉRISTIQUES

L'État prussien commence à légiférer en faveur des pauvres dès 1842 pour remédier aux effets de la dislocation des anciennes protections : une loi oblige alors les communes à secourir ceux qui y résident depuis au moins trois ans (les autres sont assistés directement par une caisse fédérale). Dans les années 1860, quelques patrons paternalistes créent des caisses d'usine qui accordent des secours en cas d'accident, de maladie, d'invalidité et versent également des retraites. Quant aux droits de coalition et de grève, ils sont obtenus en 1869, quoique avec des restrictions importantes. La réglementation sociale progresse elle aussi : en 1839 la Prusse avait interdit le travail des enfants de moins de 9 ans, puis de moins de 12 ans en 1853. En 1878 cette mesure est étendue à tout l'Empire, une limite est fixée à 6 heures par jour pour les 12-14 ans.

Le système de Bismarck a donc des racines assez anciennes, mais le tournant essentiel sera pris en 1881. Le 17 novembre, l'empereur Guillaume I<sup>er</sup> prononce un discours, rédigé par Bismarck, qui annonce la nouvelle politique sociale en insistant sur la nécessité de fonder une communauté nationale harmonieuse et de s'opposer aux « ennemis de l'intérieur » (les socialistes) et exprimant clairement l'idée d'un retour à une organisation de la société de

8. P. Rosanvallon,  
*La crise de l'État-  
providence*, *op.cit.*

type corporatiste. La loi sur l'assurance maladie, votée le 15 juin 1883, rend l'assurance obligatoire dans l'artisanat et l'industrie pour tous les employés et ouvriers dont le salaire est inférieur à 6,66 marks par jour ; les autres peuvent être assurés volontaires. Les ouvriers agricoles ne sont pas concernés au départ – on considère que leurs employeurs les prennent traditionnellement en charge –, mais une loi de 1886 les intégrera au système. Les salariés fournissent deux tiers et les patrons un tiers des cotisations aux caisses d'entreprise déjà existantes (en 1949, on passera à 50/50). La gestion commune de ces caisses se fait selon les apports, et donc les ouvriers sont majoritaires : ils vont avoir à « gérer un patrimoine collectif, expérience fondamentale pour l'histoire de la social-démocratie allemande<sup>8</sup> ».

Les prestations sont calculées au plus juste sous forme d'indemnités journalières (du troisième jour à 13 semaines au maximum) de la moitié du salaire moyen, tandis que des soins et des médicaments sont fournis gratuitement.

En 1914, les caisses de maladie permettent de couvrir environ 14 millions de personnes en Allemagne (contre 2 millions en France avec l'assistance communale).

L'assurance accident prévue par une loi du 6 juillet 1884 est mise à la charge des patrons seuls. Elle ne concerne que les ouvriers et non les artisans, ceux dont le salaire est inférieur à 2 000 marks par an. La loi eut comme effet, non seulement évidemment de couvrir les accidents, mais aussi d'en diminuer la fréquence car les patrons prirent des mesures préventives pour limiter leurs charges.

Bismarck se montre enthousiaste pour les réformes, avant de mettre en place la dernière loi : « L'avenir est au socialisme d'État, dit-il ; reprenez cette idée, et le pouvoir vous tendra les bras. » La loi du 22 juin 1889 crée une assurance invalidité-retraite qui couvre à la fois la vieillesse et l'invalidité aux mêmes conditions de revenu. Elle fonctionne selon un système de capitalisation où les salariés et les employeurs fournissent près de la moitié chacun et l'État une part modique. La retraite est touchée à partir de 70 ans. Le niveau en était très faible, un sixième du revenu. Le système dépasse les seuls ouvriers, il s'agit donc d'une conception différente des deux premières lois. On a maintenant l'idée que toutes les populations au revenu trop faible pour assurer leurs vieux jours doivent être protégées.

Le principe de l'autogestion ou auto-administration des caisses (*Selbstverwaltung*) est établi, de même que le regroupement en communautés de métier (*Berufsgenossenschaftliches Prinzip*). La notion de solidarité interprofessionnelle est donc ici absente, chaque caisse s'occupant d'un métier, sans passerelle possible vers les autres.

Ce sont les employeurs et les employés qui gèrent eux-mêmes les caisses d'assurance en proportion de leurs apports. Les patrons le font bénévolement, les ouvriers sont dédommagés de leurs journées de travail perdues à l'usine. Ils sont majoritaires dans les organes des caisses de l'assurance maladie, comme on l'a vu, mais les patrons gèrent seuls l'assurance accident qu'ils financent entièrement. La discrétion de l'État s'explique par la volonté de faire jouer la coopération locale et régionale entre les acteurs, afin de rétablir le tissu social entre les classes, censé avoir été détruit par l'industrialisation. D'imposée depuis le haut au départ, la législation sociale est peu à peu réappropriée par la base au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Il y a dans les lois de Bismarck l'idée que les prestations doivent se mériter, qu'elles ne sont pas dues automatiquement comme dans le futur système beveridgien, que leur montant dépend de la durée de l'activité et des cotisations versées. À partir des années 1890, cette vision communautariste s'affaiblira avec la montée de la professionnalisation des assurances, le recul de l'autogestion au profit des fonctionnaires.

Des améliorations seront apportées dans les premières années du règne de Guillaume II, avec l'orientation de la politique sociale vers un *nouveau cours* plus tourné vers les lois de protection que l'assurance proprement dite. Cependant, après Caprivi, Hohenlohe Schillingsfürst, chancelier de 1894 à 1900, imprime à la politique sociale un coup d'arrêt (ère Stumm) devant la montée de la social-démocratie (23 % des voix en 1893) et les fortes pressions des milieux industriels. Le pouvoir considère que les lois sociales ont échoué dans leur objectif de freiner les idées socialistes et diverses tentatives sont faites pour limiter encore plus le droit de grève et la liberté syndicale (projets de loi de 1895 et 1899, rejetés par le Parlement). Par dérision, on dira alors que le Nouveau Cours s'est transformé en *Zick-Zack Kurs*. Au cours de la décennie suivante, avec les ministres de l'intérieur Posadowsky et Bethmann-Hollweg, de nouveau sensibilisés à la question sociale, les mesures réformistes reprennent, entre 1899 et 1911.

La mise en place des assurances sociales en Allemagne est une innovation considérable : par rapport aux systèmes antérieurs, on parle de naissance de l'État-providence dans les années 1880, sous Bismarck, parce que le système est à la fois général (pour les catégories concernées) et rendu obligatoire par l'État. Il est de plus géré par les différentes parties, ouvriers et patronat.

### CONSÉQUENCES SUR LE MOUVEMENT OUVRIER

Précisons d'abord que le mot « social-démocrate » a changé de sens entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup>, et c'est surtout à Edu Bernstein qu'on le doit. Social-

démocrate signifiait jusqu'aux années 1910 marxiste, révolutionnaire, communiste, alors que par la suite il prendra son sens actuel de socialiste réformiste. Quand on parle du parti social-démocrate en 1890, c'est d'un parti refusant tout compromis, d'un parti marxiste pur et dur qu'il s'agit ; en 1990 évidemment le sens est bien différent, il se réfère plutôt au socialisme scandinave, à Willy Brandt ou aux travaillistes anglais.

Dans un premier temps, les socialistes et les ouvriers avaient critiqué les lois sociales de Bismarck, en parlant de politique « du bout de sucre » ou de « feuille de vigne du capital », et ils voteront contre au Parlement. Au congrès secret du Parti à Copenhague en 1883, elles seront condamnées sans ambiguïté : « Il ne s'agit que d'une manœuvre tactique... » Engels la rejette comme une forme de chantage. Certains socialistes au congrès seront cependant plus hésitants en reconnaissant la nécessité de prendre en compte l'intérêt des ouvriers. Ceux-ci étaient opposés aux lois sociales simplement parce qu'ils devaient payer une partie des cotisations, et aussi parce qu'ils les recevaient de leurs ennemis de classe. C'est ce qu'exprime un député socialiste au Parlement : « Nous ne voulons pas recevoir notre félicité sociale de mains réactionnaires, mais de l'État populaire et démocratique. » De même, Bernstein écrit alors dans le *Sozialdemokrat* : « Attendre de l'État de classe actuel la solution de la question sociale, c'est espérer que des chardons donneront des raisins », ou encore : « Ces acomptes ne sont versés que pour ne pas avoir à régler la créance proprement dite. »

Cependant, malgré ces oppositions, un courant modéré au sein du SPD clandestin va œuvrer pour ne pas rejeter l'application des lois, donnant finalement raison à la stratégie de Bismarck. Les lois sociales des années 1880 ont favorisé le courant réformiste par la nécessité pour les sociaux-démocrates de participer à la gestion des caisses d'assurance : « La participation de la social-démocratie à des organes paritaires a surtout largement contribué à l'intégrer et à favoriser le développement d'un courant réformiste en son sein<sup>9</sup>. »

Et les lois sont rapidement un succès dans les faits : en 1902, 10 millions de salariés bénéficient de l'assurance maladie, 18 millions de l'assurance accident et 13 millions de l'assurance invalidité-vieillesse. Les prélèvements sociaux demeurent encore assez faibles. Ils représentent ainsi en 1909 environ 4 % de l'ensemble des salaires. Et même si cette part a été en augmentant depuis 1883, on est encore bien loin des taux de prélèvement actuels. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Allemagne reste devant la moyenne européenne en termes de couverture des risques sociaux. En 1910, par exemple, 81 % des travailleurs sont protégés dans le Reich contre les accidents, 53 % ont une retraite et 44% sont couverts contre les maladies.

9. S. Kott, *L'État social allemand : représentations et pratiques*, Belin, 1995.

D'un point de vue théorique, le point de départ du révisionnisme en Allemagne peut être trouvé dans les positions du philosophe et économiste Karl-Eugen Dühring, de l'université de Berlin, qui suscite une polémique dans les milieux socialistes au cours des années 1870. Dans son *Histoire critique de l'économie politique*, il s'oppose aux idées de Marx en préconisant une voie réformiste et en niant les contradictions internes du capitalisme. Engels répondit en 1877 par un célèbre texte, *Anti-Dühring*, où il rappelle ses positions et celles de Marx et où il critique l'aspect « petit-bourgeois » de ces thèses. L'*Anti-Dühring* constituera en Allemagne la base théorique du marxisme orthodoxe au SPD jusqu'à la fin du siècle. Cependant, par la suite, c'est bien la tendance réformiste annoncée par Dühring qui sera caractéristique du parti social-démocrate allemand.

Mais c'est surtout Eduard Bernstein (1850-1932) qui appuiera cette évolution et dira tout haut du parti ce que tout le monde commence à penser tout bas. Il a séjourné plus de dix ans en Angleterre, dans l'entourage d'Engels, et observé le réformisme de la classe ouvrière, les améliorations matérielles obtenues, le rapprochement avec la classe moyenne, etc. Bernstein rencontre les responsables de la Fabian Society, Sydney et Béatrice Webb, ainsi que des socialistes de la chaire comme Werner Sombart et autres réformistes allemands de passage.

À la mort d'Engels, en 1895, Bernstein est dégagé d'une vieille fidélité aux dogmes<sup>10</sup> et abandonne l'idée de révolution pour adopter celle d'une réalisation progressive du socialisme sans violence, par des réformes. Ses thèses révisionnistes sont exprimées pleinement en 1899 dans son ouvrage *Les pré-supposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*. Il voit le socialisme comme un aboutissement du capitalisme libéral, et non sa négation.

Il met en avant les facteurs moraux dans la défense du socialisme et tend à considérer l'individu comme une valeur en soi, un but en soi. Déçu par la lecture du *Capital*, il rejette les théories de Marx sur la concentration croissante, la paupérisation, l'aggravation de la lutte des classes, l'augmentation du chômage, l'exacerbation des crises : « Si l'effondrement économique n'est ni probable, ni imminent, toute tactique basée sur cette notion est fautive et dangereuse », écrit-il, « elle détourne le parti d'une saine politique réformiste<sup>11</sup>. » Le réformisme, ajoute Bernstein, est plus efficace que la révolution pour mettre en œuvre les progrès sociaux, car ses conquêtes sont tangibles et progressives et ne dépendent pas d'une rupture brutale.

Il va même plus loin dans sa critique du marxisme en contestant la théorie de la valeur-travail pour adopter – sous l'influence des marginalistes comme Jevons ou Böhm-Bawerk, qu'il étudie – une position médiane avec celle de

10. « Quand, fidèle aux dernières volontés d'Engels, il jette un jour de tempête du haut des falaises d'Eastbourne les cendres du défunt dans les flots, il rejette à ce moment les liens qui le rattachaient encore au compagnon de Marx. » P. Angel, *Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand*, Didier, 1961.

11. E. Bernstein, *Les Pré-supposés du socialisme* [1899], Le Seuil, 2001.

la valeur-utilité. De son long séjour en Grande-Bretagne, Bernstein a gardé une anglophilie et une admiration pour le libéralisme qui lui feront prendre la défense de libre-échangistes comme Bright et Cobden en qui il voit des partisans de la paix.

Le révisionniste conteste également les idées marxistes sur la future société socialiste : la nécessaire dictature du prolétariat, la collectivisation des moyens de production, la généralisation des aides sociales et le dépérissement de l'État. Il écrit<sup>12</sup> par exemple : « Nous devons nous débarrasser de l'idée que nous pourrions nous acheminer vers un État social entièrement collectivisé. » Bernstein voit clairement que les pouvoirs économiques et politiques doivent être séparés, par le maintien de la propriété privée des moyens de production (en plus des pouvoirs politiques entre eux), faute de quoi on risque de s'acheminer vers la tyrannie. Il considère aussi que le socialisme, « par l'établissement de services gratuits, renforce dangereusement la tendance à l'inertie ». Il prévoit les risques liés à la bureaucratie toute puissante, si les organes représentatifs ne subsistent pas : « Les volontés individuelles seraient broyées les unes contre les autres et les maîtres réels seraient les dirigeants de l'administration, de la bureaucratie. » Il prend clairement position pour la démocratie, la participation au processus électoral et des alliances avec des partis bourgeois de gauche. La clairvoyance de Bernstein est étonnante quand on pense qu'on est encore au XIX<sup>e</sup> siècle et que la société de consommation, la généralisation de l'État-providence, l'amélioration décisive des conditions ouvrières, tout cela est encore dans le futur.

La querelle du révisionnisme s'exprime au cours des années 1890-1910 dans les revues socialistes. La gauche du parti, formée surtout de jeunes militants, s'opposera à ces thèses, comme Clara Zetkin qui résume leur position en affirmant que « l'important n'est pas que les esclaves soient bien nourris, mais qu'il n'y ait plus d'esclaves ». Rosa Luxemburg reproche à Bernstein d'introduire « le virus bourgeois » dans la social-démocratie. Pour elle, la violence demeure l'arme suprême de la lutte des classes, car si le monde ouvrier abandonnait ce terrain, il deviendrait la victime de « la violence sans limite de la bourgeoisie<sup>13</sup> ». Kautsky également, bien qu'ami de longue date de Bernstein, critique et maintient le cap du marxisme dans son *Bernstein et le programme social-démocrate* (1899). Pour lui, Ede n'est plus marxiste : « Tu as décidé de devenir un Anglais, tires-en les conséquences et sois un Anglais... Tu as complètement perdu le contact avec l'Allemagne... Essaie de te faire une place dans le mouvement britannique !<sup>14</sup> »

Bernstein est condamné au congrès du parti à Hanovre en 1899, il deviendra pour un temps « l'hérétique » ou « l'apostat » au sein du SPD, mais il ne

12. *Ibid.*

13. R. Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?* brochure, 1899.

14. Cité par P. Gay, *The Dilemma of Democratic Socialism: Eduard Bernstein's Challenge to Marx* [1952], Octagon Books, 1979.

sera pas exclu comme le souhaitait Rosa Luxemburg. En 1903, au congrès de Dresde, le parti exprime à nouveau son opposition formelle à une tactique « tendant à changer notre ligne d'action éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi. »

Cependant, l'essor rapide de l'économie allemande entraîne une plus grande prospérité et nombre de militants et d'ouvriers se rallieront à ses positions dès la fin du siècle. Malgré les réaffirmations théoriques orthodoxes, les idées de Bernstein ne cessent de progresser dans le parti. La première formulation publique du révisionnisme date de 1891 lorsque le député SPD à la diète de Bavière Georg von Vollmar demande la fin de l'opposition systématique au gouvernement, au système capitaliste et aux patrons, l'alliance électorale avec les libéraux de gauche, et préconise le rejet du pacifisme et le soutien à la politique étrangère du pays. Les thèses de Vollmar seront rejetées en apparence, mais en réalité, elles ne feront que se diffuser dans les rangs du parti.

Le congrès du SPD en 1891 à Erfurt adopte un programme qui remplace celui de Gotha rédigé en 1875, en éliminant les aspects lassalliens et en reprenant les thèmes marxistes de la nécessaire prise du pouvoir révolutionnaire par la classe ouvrière, la dictature du prolétariat et la socialisation des moyens de production, mais en demandant en même temps des réformes comme le suffrage universel étendu aux femmes, la séparation de l'Église et de l'État, la laïcité de l'école, l'impôt progressif sur le revenu, les huit heures, l'interdiction du travail des enfants de moins de quinze ans, le respect du droit de coalition, la création de coopératives d'État, l'égalité des sexes et des races, etc. Il précise également que les luttes ouvrières doivent être menées dans le cadre national, ce qui lui vaut les critiques d'Engels<sup>15</sup>, même s'il approuve entièrement la partie théorique.

Il s'agit donc d'un programme mixte, à la fois révolutionnaire dans le dogme et réformiste dans la pratique, un compromis entre les tenants de l'orthodoxie et les partisans d'exigences politiques, qui annonce l'évolution prochaine vers l'abandon des positions révolutionnaires. Cette révision de l'orthodoxie va permettre l'ascension extraordinaire du SPD jusqu'à la guerre : il comptera plus d'un million de membres en 1914. Au pic de l'industrialisation, quand la part des ouvriers n'a jamais été aussi importante, certaines grandes villes sont acquises au parti : c'est le cas à Berlin où il recueille 67 % des voix dès 1903, 75 % en 1912 (5 sièges sur 6) et aussi à Brême, Hambourg, Lübeck avec 61, 53 et 52 % des voix, un tiers à Mulhouse et Strasbourg. La social-démocratie n'avait que 2 députés en 1870 et 100 000 voix, 12 en 1877, 24 en 1884 et 35 en 1890. Elle en atteint 110 à la veille de la Première Guerre

15. K. Marx, F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, 1875-1891.

mondiale. Sur 110 élus au Reichstag en 1912, 83 sont d'anciens ouvriers, dont 17 métallos, les autres sont instituteurs ou issus de professions libérales.

Le SPD devient une machine riche et puissante, une véritable administration avec, en 1914, 15 000 permanents (plus 200 000 militants employés dans les caisses d'assurance), 91 journaux quotidiens, 5 000 associations locales, des centaines d'institutions culturelles, des théâtres célèbres et plus de mille bibliothèques... Ses membres sont de plus en plus intégrés dans un système stable et sûr, et de moins en moins intéressés par la révolution : l'organisation prime l'action, selon la critique de Robert Michels en 1911. Les députés du parti s'embourgeoisent vite comme le remarque aussi Jaurès en France. Il compte des intellectuels et des cadres de haut niveau qui occupent des postes importants, qui sont plus souvent acquis aux idées révisionnistes par leurs origines. Le parti « devient une fin en soi, une machine puissante capable d'assurer l'élection de ses membres », nombre de ses dirigeants rêvent « de faire de la social-démocratie un parti respectable, intégré au régime impérial et à la société allemande<sup>16</sup> ».

La victoire du révisionnisme était d'ailleurs conforme à une logique démocratique, les ouvriers étant majoritairement partisans du réformisme. De plus, le poids croissant du prolétariat justifie l'idée que les élections permettront son accession au pouvoir. Il est estimé à environ 70 % de la population du Reich au début du siècle, le reste étant représenté par la petite bourgeoisie (un quart) et les catégories supérieures (5 %). Les socialistes restent cependant minoritaires dans la société, et comme on l'a dit, ils sont devenus « trop nombreux pour déclencher une révolution, mais pas assez pour accéder au pouvoir par le vote ».

Par ailleurs, les syndicats se renforcent tout au long de cette période en dépassant largement les effectifs du SPD. Plus proches des points de vue ouvriers, ils évoluent rapidement vers le réformisme, se moquant ouvertement de la phraséologie révolutionnaire des militants du parti, et se rapprochant en fait du trade-unionisme anglais. Malgré les positions de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht qui invoquent l'exemple de la révolution russe de 1905, les syndicats rejettent l'idée de grève générale dès 1906.

On pourrait voir là le triomphe posthume de Bismarck dont la stratégie était l'intégration de la classe ouvrière à la communauté nationale. À la veille de la Première Guerre mondiale, cette évolution est pratiquement achevée, comme le reconnaît le secrétaire du SPD : « Les ouvriers allemands ont toujours considéré la classe ouvrière anglaise comme un exemple et une inspiration, et nous espérons que nos professeurs sont maintenant satisfaits de leurs élèves<sup>17</sup>. » Succès également de l'État-providence qui s'imposera par

16. S. Berstein, P. Milza, *L'Allemagne, 1870-1914*, Masson-Armand Colin, 1995.

17. Cité par P. Gay, *The Dilemma of Democratic Socialism...*, *op. cit.*

tout en Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Quant à Bernstein, on peut parler de triomphe anthume – au sens d'Alphonse Allais –, puisque sa vision sera confirmée de son vivant : les partis socialistes évolueront vers le réformisme, tandis que l'expérience de marxisme appliqué en Russie échouera dans le sang dès les années 1920 et 1930.

**contact**

[jacques@brasseul.com](mailto:jacques@brasseul.com)

**Professeur émérite de sciences économiques, université du Sud Toulon-Var, ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan, Jacques Brasseul est l'auteur d'une *Histoire des faits économiques et sociaux en trois volumes (Armand Colin, 1997).***

## ANNEXES

### Principales dispositions des lois sociales

*Assurance maladie, 1883*

- Assujettis : obligatoire pour les employés et ouvriers ayant un revenu inférieur à 2 000 marks par an (2 500 en 1911) ; possibilité d'assurance volontaire ; extension aux ouvriers agricoles par la loi du 5 mai 1886. En 1892, l'assurance est étendue à certains fonctionnaires sous la même condition de revenu et aux employés des professions libérales. En 1903, les commis et apprentis sont également assujettis aux mêmes conditions.
- Financement : prélèvement de 3 % sur les salaires ; deux tiers payés par les salariés, un tiers par les employeurs. Le taux de prélèvement maximum est relevé à 4 % en 1903 et 6 % en 1911.
- Prestations : indemnité journalière à partir du troisième jour de maladie de la moitié du salaire pendant 13 semaines (26 semaines en 1903, un an en 1911) ; indemnité de maternité de 20 fois le salaire moyen et journalière (50 %) de trois semaines après l'accouchement (6 semaines en 1903 et 8 en 1911). Consultation et médicaments gratuits, traitement à l'hôpital possible si la Caisse le décide.
- Organismes gestionnaires : caisse locale fondée par une ou plusieurs communes pour une même branche industrielle ; caisse d'entreprise pour les employeurs avec plus de 50 salariés assujettis ; caisse des corporations pour les compagnons et apprentis ; caisses libres ouvrières (caisses anciennement existantes et reconnues par la nouvelle loi). Des assemblées générales élisent des comités directeurs pour gérer les caisses.
- Contrôle : dans les grandes villes, les autorités communales exercent un contrôle et jugent des conflits, dans les autres cela est effectué par une autorité administrative nommée par l'État fédéral.

*Assurance accident, 1884*

- Assujettis : obligatoire pour les ouvriers au revenu inférieur à 2 000 marks par an ; assurance volontaire possible. Extension aux travailleurs agricoles et des travaux publics en 1887 (lois des 11 et 13 juillet). En 1911, les techniciens et employés seront couverts avec un plafond de 5 000 marks, ce qui permet d'intégrer la plupart d'entre eux à l'assurance.
- Financement : cotisations des membres de la communauté de métier, c'est-à-dire les employeurs, calculées annuellement pour chaque entreprise.

- Prestations : traitement gratuit, possible à l'hôpital selon décision de l'organisme gestionnaire (communauté de métier), pension versée en cas d'invalidité jusqu'à deux tiers du revenu, et en cas de décès de 20 % aux ayants droit. Des mesures de prévention des accidents sont prises, ainsi qu'un contrôle et des sanctions.
- Organismes gestionnaires : la communauté de métier (*Berufgenossenschaft*) formée par les employeurs d'une même branche dans une circonscription donnée (le *Bezirk*, équivalent au département), organisée en assemblée générale et en comité directeur élu par cette assemblée. Des représentants des assurés participent aux décisions sur la prévention des accidents.
- Contrôle : un tribunal arbitral est établi aux frais des employeurs, il est tripartite avec les représentants de l'État, de la communauté de métier et des assurés. Un Bureau des assurances de l'Empire siège à Berlin pour contrôler le fonctionnement des communautés et juger des conflits en appel.

#### Assurance invalidité-retraite, 1889

- Assujettis : obligatoire dès 16 ans pour les ouvriers, apprentis, compagnons, domestiques, employés, travailleurs agricoles, ayant un revenu inférieur à 2 000 marks par an ; possibilité d'assurance volontaire.
  - Financement : cotisations payées moitié-moitié par les employeurs et les assurés, montant variant selon le revenu, prélevées chaque semaine sur le salaire. L'État fédéral verse une somme annuelle de 50 marks pour chaque pension.
  - Prestations : pension d'invalidité versée sans condition d'âge à condition d'avoir cotisé pendant cinq ans (50 marks par l'État, 60 marks par l'organisme gestionnaire, plus un montant variable selon le nombre d'années et le montant des cotisations). La pension de vieillesse est versée à tout assuré de 70 ans ayant cotisé pendant trente ans (50 marks payés par l'Empire, une allocation fonction du nombre d'années de cotisation et de la catégorie de salaire). En 1911, les employés bénéficieront d'une retraite à 65 ans et de rentes plus favorables que les ouvriers, ce qui s'explique simplement par le fait qu'il s'agit de catégories sociales traditionnellement plus fidèles au gouvernement. Les demandes de pension sont faites par les assurés auprès des autorités locales qui les transmettent aux organismes gestionnaires.
  - Organismes gestionnaires : les instituts d'assurance du *Land* (*Landesversicherungsanstalt*) établis par les États régionaux. Ils se composent d'un comité avec des représentants des employeurs et des assurés, d'un comité directeur composé de fonctionnaires, d'un conseil de surveillance composé de représentants mixtes et chargé de contrôler le comité directeur.
  - Contrôle : un tribunal arbitral est établi pour chaque institut d'assurance qui le finance ; il est composé de représentants de l'État, des employeurs et des assurés. Le Bureau des assurances de l'Empire contrôle les instituts locaux et juge des conflits en appel.
- [Source : S. Kott, *L'État social allemand : représentations et pratiques*, Berlin, 1995.]

#### Couverture sociale

| Année | Population totale du Reich (millions) | Assurés (millions) |                    |                      |
|-------|---------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
|       |                                       | Assurance maladie  | Assurance accident | Assurance invalidité |
| 1885  | 46,7                                  | 4,7                | 3,2                |                      |
| 1890  | 49,2                                  | 7,0                | 13,7               |                      |
| 1891  | 49,8                                  | 7,3                | 16,5               | 11,5                 |
| 1895  | 52,0                                  | 8,0                | 16,9               | 12,1                 |
| 1900  | 56,0                                  | 10,5               | 17,4               | 13,0                 |
| 1902  | 57,7                                  | 10,3               | 17,6               | 13,4                 |

### Progrès sociaux en Europe : législation sociale et assurances sociales obligatoires

|          | Trav. en-fants** | Liberté syndicale | Droit de grève | Assur. accident | Assur. maladie | Assur. vieillesse | Assur. chômage |
|----------|------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------|-------------------|----------------|
| Allem.*  | 1839             | 1869              | 1869           | 1884            | 1883           | 1889              | 1927           |
| Autriche | 1842             | 1859              | 1870           | 1887            | 1888           | 1927              | 1920           |
| Belgique | 1889             | 1866              | 1866           | 1971            | 1944           | 1924              | 1920           |
| Danemark |                  | 1849              | 1849           | 1916            | 1933           | 1921              | 1907           |
| Finlande |                  | 1906              |                | 1895            | 1963           | 1937              | 1917           |
| Norvège  |                  | 1839              | 1902           | 1894            | 1909           | 1936              | 1938           |
| Suède    |                  | 1864              | 1906           | 1916            | 1953           | 1913              | 1934           |
| Pays-Bas | 1874             | 1872              | 1872           | 1901            | 1929           | 1913              | 1949           |
| Espagne  | 1902             | 1876              |                |                 | 1942           | 1919              |                |
| France   | 1841             | 1884              | 1864           | 1946            | 1930           | 1910              | 1958           |
| GB       | 1833             | 1824              | 1875           | 1946            | 1911           | 1929              | 1911           |
| Italie   | 1906             | 1890              | 1890           | 1898            | 1898           | 1919              | 1919           |
| Suisse   | 1837             | 1848              | 1848           | 1911            | 1911           | 1946              | 1976           |
| Russie   | 1882             | 1906              | 1906           | 1903            | 1912           | 1922              | 1917           |
| Irlande  | 1833             | 1824              | 1875           | 1897            | 1908           | 1960              | 1911           |

\*Prusse jusqu'en 1871. \*\*Interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans (CH, B), 9 ans (GB, Prusse), moins de 8 ans (F).

### Chronologie

**1861** : Avènement de Guillaume I<sup>er</sup> au trône de Prusse (1861-1871) ; empereur d'Allemagne (1871-1888).

**1862** : Bismarck Premier ministre de la Prusse.

**1871** : Commune de Paris ; unité allemande proclamée à Versailles (début du II<sup>e</sup> Reich) ; deux premiers députés élus au Reichstag (August Bebel et Wilhelm Liebknecht).

**1872-1878** : *Kulturkampf* (lutte de Bismarck contre l'Église catholique).

**1875** : Congrès de Gotha qui voit l'union entre les partisans de Lassalle de l'Association des travailleurs allemands et les marxistes du Parti ouvrier social-démocrate, à l'origine du SPD, parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands).

**1878** : Parution de l'*Anti-Dühring* de Marx et Engels : critique des positions réformistes exprimées par Karl-Eugen Dühring au cours des années 1870 ; premières mesures sociales du Reich.

**1878-1890** : Lois d'exception de Bismarck, répression contre les socialistes.

**1881** : Annonce de la politique sociale de Bismarck par un discours impérial.

**1883** : Mort de Marx ; congrès du SPD clandestin à Copenhague où la réforme sociale est condamnée.

**1883-1889** : Lois sociales.

**1888** : Mort de Guillaume I<sup>er</sup> en mars ; son fils Frédéric III, de tendance réformiste, lui succède, mais il meurt au bout de trois mois d'un cancer de la gorge ; avènement de Guillaume II en juin, qui sera empereur d'Allemagne de 1888 à 1918.

**1890** : Chute de Bismarck en mars, Reich wilhelmien ou wilhelminien (du règne de Wilhelm [Guillaume] II) et début du Nouveau Cours avec le général Georg von Caprivi, qui remplace Bismarck.

**1891** : Congrès du SPD à Erfurt, mise en exergue des positions marxistes exprimées par Kautsky, mais programme réformiste rédigé par Bernstein ; le programme d'Erfurt restera

officiellement en vigueur jusqu'en 1921 ; premières prises de position ouvertement révisionnistes de Vollmar, député socialiste de Bavière.

**1891** : *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, textes de Marx et d'Engels rédigés entre 1875 et 1891 dénonçant les tendances lassalliennes, réformistes et nationalistes dans le SPD et défendant la nécessité d'une dictature révolutionnaire du prolétariat comme phase transitoire entre la société capitaliste et communiste ; les *Gloses marginales au programme du parti ouvrier* de Marx (1875), jusque-là ignorées, sont ajoutées par Engels au texte et publiées par Liebknecht en 1891.

**1894-1899** : Ère Stumm, blocage de la politique sociale.

**1894-1900** : Chlodwig von Hohenlohe, chancelier en remplacement de Caprivi.

**1895** : Mort d'Engels le 5 août ; le révisionnisme de Bernstein commence à s'exprimer ouvertement.

**1899-1911** : Approfondissement des lois sociales sous Guillaume II par ses ministres de l'intérieur, Posadowsky et Bethmann-Hollweg.

**1899** : Parution des *Présumposés du socialisme* ou *Prémises du socialisme* de Bernstein, où il exprime ses positions révisionnistes.

**1899** : Congrès du SPD à Hanovre, condamnation par Kautsky et Rosa Luxemburg des thèses de Bernstein.

**1900-1909** : Remplacement de Hohenlohe par Bernhard von Bülow au poste de chancelier.

**1903** : Congrès du SPD à Dresde, renouvellement de la condamnation des positions révisionnistes.

**1904** : Congrès de l'Internationale socialiste à Amsterdam où le thème des assurances sociales obligatoires est pour la première fois discuté par les délégués ; le réformiste Mölkenbuhr, ancien ouvrier et député au Reichstag, présente le système allemand et sa réussite ; le congrès vote en faveur de la généralisation d'un tel système, complété par une assurance chômage : « Considérant que la société a un intérêt évident à soutenir les forces du travail, il faut créer des institutions qui auront pour but d'empêcher la misère des travailleurs et d'éviter la déperdition des forces ouvrières causée par elle [...]. Dans la société capitaliste, on ne peut mieux atteindre ce résultat que par des lois établissant une assurance efficace des travailleurs. » Le congrès voit aussi se dérouler un duel oratoire célèbre entre Bebel et Jaurès sur le révisionnisme et la participation aux gouvernements bourgeois (Bebel critiquait Jaurès sur son soutien à Alexandre Millerand, un socialiste indépendant, qui était entré en juin 1899 dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau).

**1905** : Bebel se rallie au réformisme ; congrès d'Iéna où le principe de la grève générale est adopté par le parti.

**1906** : Rejet de l'idée de grève générale par les syndicats allemands comme moyen d'accéder au pouvoir.

**1906** : Congrès du SPD à Mannheim où les rôles respectifs des syndicats et du parti sont débattus : Bebel s'oppose à Kautsky qui souhaite la prééminence du parti ; le congrès se termine sur la notion d'égalité entre les deux forces, mais cela revient en réalité à l'autonomie des syndicats et à placer « les intérêts matériels de la classe ouvrière au-dessus de sa mission révolutionnaire » [J. Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme, II. De 1875 à 1918*, PUF, 1974], soit un pas de plus vers le réformisme. L'autonomie syndicale revenait pour le SPD à renoncer à la grève comme moyen d'action politique, elle devenait un simple moyen de revendication professionnelle. La suite verra l'emprise croissante des syndicats sur le parti et les progrès constants des thèses révisionnistes.

**1907** : Congrès de l'Internationale socialiste à Stuttgart où le SPD s'oppose à l'idée d'une grève générale en cas de guerre.

**1909-1917** : Theobald von Bethmann-Hollweg chancelier du Reich, à la suite de von Bülow.

**1910** : Kautsky adopte les idées révisionnistes qui deviennent majoritaires au sein du SPD.

**1911** : Promulgation du Code impérial des assurances sociales qui reprend l'ensemble du système dans un texte unique.

**1913** : Nouveau congrès d'Iéna qui entérine l'évolution réformiste du SPD, l'acceptation du processus parlementaire et le soutien aux idées nationalistes : les socialistes prennent position par 336 voix contre 140 pour le vote par leurs députés au Reichstag de dépenses militaires accrues, et contre le projet de grève générale (333 contre 142) avec l'idée qu'un tel mot d'ordre ne serait de toute façon pas suivi par les ouvriers. Cet épisode est considéré comme le « franchissement du Rubicon » par le parti, vers le pouvoir et la guerre.

**1914** : Vote des crédits de guerre par les députés socialistes (y compris Karl Liebknecht et la gauche du parti) au Reichstag (4 août), dénoncé par Lénine comme une « trahison directe du socialisme » ; la Première Guerre mondiale a démarré le 28 juillet par la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, suivie de celle de l'Allemagne à la Russie (1<sup>er</sup> août), puis à la France (3 août) et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne (4 août) et à l'Autriche (13 août).

**1916** : Scissions au sein du SPD avec 1) la création de « la ligue Spartacus » de Franz Mehring, Clara Zetkin, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et 2) la formation d'un groupe de pacifistes modérés (Bernstein, Kautsky, Haase, Ledebour) exclus du parti en 1917 et qui formeront alors le Parti social-démocrate indépendant (USPD).

**1918** : 3 novembre, début de la révolution à Kiel ; 9 novembre, proclamation de la République à Berlin ; 11, armistice.

**1919** : 6 au 13 janvier, écrasement des insurgés à Berlin par Noske et le SPD ; 15 janvier, assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ; fin de la révolution spartakiste en avril-mai avec l'extension de la répression à toute l'Allemagne.